



Madame la Présidente,

Dans une semaine maintenant, l'ensemble des salariés du pays est appelé à se mobiliser contre une réforme des retraites injuste et injustifiée.

Alors que plus des 2/3 de la population se déclare solidaire avec les mobilisations, le gouvernement fait la sourde oreille et poursuit sa réforme à marche forcée, englué dans une stratégie de communication nauséabonde aussi démagogique que mensongère.

Et chaque ministre y va de son bon mot.

Le ministre Attal n'hésite pas à brandir le spectre de la faillite devant l'Assemblée Nationale alors même que le COR dans ses conclusions indiquait que « Les résultats de ce rapport ne valident pas le bien-fondé des discours qui mettent en avant l'idée d'une dynamique non contrôlée des dépenses des retraites » .

Et que dire des mensonges renouvelés du ministre Dussopt devant cette même assemblée sur le nombre de personnes pouvant bénéficier d'une retraite à 1200 euros ? Il est vrai que la communauté douanière ne s'est pas vraiment émue de ses boniments, habituée à ses fabulations sur le transfert des missions fiscales...

Nous tenons également à dénoncer l'envoi sur les boîtes mail personnelles des agents publics de la propagande du Ministre Guérini.

En ne voulant pas comprendre la nécessité politique de retirer ce projet, le gouvernement fait le choix d'affirmer qu'il s'agit d'une réforme idéologique et non pragmatique. Il entend consacrer la notion de revenu différé et rejeter la perception de la retraite comme une continuation du salaire.

Et c'est ce modèle de société que l'ensemble des organisations syndicales et la population entendent défendre et voir perdurer.

Nous sommes prêts, unis et déterminés à durcir le mouvement en mettant la France à l'arrêt dès le 7 mars prochain. Dans les brigades, dans les bureaux et directions, aux frontières, dans les ports, dans les aéroports, les douanières et douaniers prendront part aux actions.

Nous nous saisisons également de la journée du 8 mars, journée de lutte internationale pour les droits des femmes, pour mettre en évidence l'injustice sociale majeure de cette réforme contre les femmes.

Face à un gouvernement qui reste sourd à toute autre proposition que celle du rallongement du temps de travail, en exigeant de fait que les soi-disant déficits du système ne pèsent que sur les travailleurs, le temps n'est plus à la discussion mais à la mobilisation massive des salariés.

L'intersyndicale.